RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
COUR D'APPEL DE PARIS

L. 552-1 et suivants du Code de l'entrée et du séjour
des étrangers et du droit d'asile

ORDONNANCE DU 16 OCTOBRE 2013

(n° , 1 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : **B 13/03245** Décision

déférée : ordonnance du 14 octobre 2013, à 14 heures,

Juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Meaux,

Nous, Gérard Caddeo, conseiller à la cour d'appel de Paris, agissant par délégation du premier président de cette cour, assisté de Déborah Toupillier, greffière aux débats et au prononcé de l'ordonnance,

APPELANT :

M. Miloud XXXX alias Bilel XXXX XXXX

né le 26 mai 1988 à Annaba, de nationalité algérienne

RETENU au centre de rétention du du Mesnil-Amelot 3:

assisté de Me Patrick Berdugo, conseil choisi, avocat au barreau de Paris,

INTERVENANTS VOLONTAIRES AU SOUTIEN DE L'APPELANT : 1-

1' ASSOCIATION LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, 138 rue

Marcadet, 75018 Paris,

représentée par Me Mylène Stambouli, avocat au barreau de Paris

2 - L'ASSOCIATION 'CIMADE-Service Oecuménique d'ENTRAIDE'

64 rue Clisson, 75013 Paris

représentée par Me Mylène Stambouli, avocat au barreau de Paris

3 - LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE (SAF),

34 rue Saint Lazare, 75009 Paris

représenté par Me Ctaherine Herrero, avocat au barreau de Paris

4 - AVOCATS POUR LA DÉFENSE DES ÉTRANGERS (ADDE),

2/4 Rue de Harlay, 75001 Paris

représentés par Me Catherine Herrero, avocat au barreau de Paris

5 - SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE,

12/14 rue Charles Fourier, 75013 Paris

représenté par Me Stéphane Maugendre, avocat au barreau de la Seine-Saint-Denis

6- LE GROUPE D'INFORMATION ET DE SOUTIEN DES IMMIGRÉS (GISTI),

3, Villa Marcès, 75011 Paris

représenté par Me Stéphane Maugendre, avocat au barreau de la Seine-Saint-Denis

7- LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX intervenant volontaire à l'audience de la cour

22 rue de Londres, 75009 Paris

représenté par Me Stéphane Maugendre, avocat au barreau de la Seine-Saint-Denis

INTIMÉ :

LE PREFET DU VAL D'OISE

représenté par Me Pascale Tran de la selarl Absil-Carminati-Tran-Termeau, avocats au barreau du Val-de-Marne

en présence MINISTÈRE PUBLIC représenté par Michel Lernout, avocat général

ORDONNANCE :

- contradictoire,
- prononcée en audience publique,
- Vu l'arrêté portant obligation de quitter sans délai le territoire français pris le 19 février 2013 par le préfet des Hauts-de-Seine à l'encontre de M. Miloud XXXX, notifié à celui-ci le même jour ;
- Vu, au visa du précédent, l'arrêté de placement en rétention pris le 19 septembre 2013, par le préfet de Val d'Oise à l'encontre de l'intéressé, notifié le même jour à 16h30 ;
- Vu l'ordonnance du 25 septembre 2013 du juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Meaux ordonnant la prolongation pour une durée de vingt jours à compter du 24 septembre 2013 à 16h30 soit jusqu'au 14 octobre 2013 à 16h30 de la rétention de M. Miloud XXXX au centre de rétention administrative n°3 du Mesnil-Amelot, ou dans tout autre centre ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire ; confirmée par ordonnance du délégué du premier président de cette cour le 26 septembre 2013 ;
- Vu l'ordonnance du 14 octobre 2013 du juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Meaux recevant en leurs interventions volontaires les avocats pour la défense des

étrangers (ADDE), le Syndicat des avocats de France (SAF), la Ligue des droits de l'homme, la Cimade, -service oecuménique d'entraide-, le Syndicat de la magistrature, et le Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), déclarant la requête recevable et la procédure régulière et ordonnant une seconde prolongation de la rétention de M. Miloud XXXX alias Hadj Xxx Xxxxx pour une durée de vingt jours à compter du 14 octobre 2013 à 16h30 au centre de rétention administrative n°3 du Mesnil-Amelot, ou dans tout autre centre ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire ;

- Vu l'appel motivé interjeté le 15 octobre 2013, à 11h40, par le conseil de M. Miloud XXXX, réitéré à 12h55 par lui-même ;

- Vu les conclusions en intervention volontaire au soutien de M. Miloud XXXX du 15 octobre 2013 à 13h37 ;

Après avoir entendu les observations :

- de M. Miloud XXXX, assisté de son avocat, qui demande l'infirmité de l'ordonnance,

- des conseils des parties intervenant volontairement, lesquels s'associent à l'argumentation du conseil de l'appelant,

- du conseil du préfet du Val d'Oise tendant à la confirmation de l'ordonnance , -

du représentant du ministère public, tendant à la confirmation de l'ordonnance,

SUR QUOI,

La cour reçoit en son intervention volontaire le conseil national des barreaux.

La cour considère que c'est par des motifs pertinents et une exacte appréciation des faits de la cause que le premier juge a déclaré la requête recevable et a ordonné la prolongation de la rétention étant observé que :

Aux termes de l'article L552-2 du CESEDA l'étranger retenu est maintenu à la disposition de la justice dans des conditions fixées par le procureur de la République pendant le temps strictement nécessaire à la tenue de l'audience et au prononcé de l'ordonnance, que le juge des libertés souligne avec raison que si les conditions de l'attente sont toujours perfectibles, elles s'exercent désormais dans une salle attribuée aux seuls retenus. Que M. Miloud XXXX fait valoir qu'il ne pouvait capter de réseau téléphonique dans cette salle ce que la cour n'est pas en mesure d'apprécier.

Que si la salle d'audience est à proximité immédiate du centre de rétention elle se trouve hors de l'enceinte de celui-ci, qu'elle est désignée au public comme dépendant du ministère de la justice annexe du tribunal de grande instance de Meaux bénéficiant d'une entrée indépendante sur la rue de Paris ; qu'elle satisfait de façon formelle aux prescriptions légales de l'article L552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile validé par le conseil constitutionnel dans sa décision 2011-625DC du 10 mars 2011.

Que l'impartialité du juge des libertés et de la détention ne saurait être contestée au seuls motifs que les forces de l'ordre stationnent à proximité de la salle voir même qu'elles en assurent la sécurité ; que la pratique de la délocalisation des audiences n'est pas en soi de nature à mettre en doute l'impartialité du magistrat.

Que la commune du Mesnil-Amelot même si elle est desservie imparfaitement il est vrai, par des transports publics, il se constate que les grilles d'accès de l'annexe du tribunal restent ouvertes durant les audiences et que le public peut y pénétrer librement sous réserve des vérifications d'usage en

vigueur dans toute enceinte de justice ; qu'un parking se trouve à proximité ; qu'il n'est pas porté atteinte à la publicité des débats.

Que s'il ressort des débats que les conditions d'exercice des droits de la défense sont perfectibles il n'en demeure pas moins que les avocats disposent d'une salle qui leur ait réservée avec un bureau équipé d'ordinateurs et qu'une salle d'entretien est mise à la disposition des conseils.

Que les dispositions du code de l'organisation judiciaire prévoyant la tenue d'audience foraines intermittentes ne sont pas applicables à celles de l'article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Que ces conditions, rappelons le perfectibles, d'exercice de la justice, permettent néanmoins au juge de statuer publiquement dans le respect formel des prescriptions légales et conventionnelles notamment de l'article 6§1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Qu'il convient de rejeter l'ensemble des moyens soulevés.

Sur le fond

Que l'intéressé est dépourvu de tout document d'identité et qu'il convient dès lors que l'administration dispose du délai utile à ses démarches auprès des autorités compétentes afin de mettre en oeuvre la mesure d'éloignement dont l'intéressé fait l'objet ;

PAR CES MOTIFS

DÉCLARONS le Conseil National des Barreaux recevable en son intervention volontaire

CONFIRMONS l'ordonnance,

ORDONNONS la remise immédiate au procureur général d'une expédition de la présente ordonnance.

Fait à Paris le 16 octobre 2013 à LA

GREFFIÈRE LE PRÉSIDENT,

REÇU NOTIFICATION DE L'ORDONNANCE ET DE L'EXERCICE DES VOIES DE RECOURS:

Pour information:

L'ordonnance n'est pas susceptible d'opposition.

Le pourvoi en cassation est ouvert à l'étranger, à l'autorité administrative qui a prononcé le maintien en zone d'attente ou la rétention et au ministère public.

Le délai de pourvoi en cassation est de deux mois à compter de la notification.

Le pourvoi est formé par déclaration écrite remise au secrétariat greffe de la Cour de cassation par l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation constitué par le demandeur.

L'intéressé L'avocat de l'intéressé

Les avocats des parties intervenantes

Me Maugendre Me Herrero Me Stambouli

Le préfet ou son représentant L'avocat général